



Écologie & Solidarité

Publication périodique des ÉluEs Verts, Ades, Alternatifs de la Ville de Grenoble

N°03 - Janvier 2009

A LA UNE

Pour 2009, et si nous choissions le partage, la sobriété et la convivialité ?

Ce qu'on pourrait se souhaiter à Grenoble :

- Le lancement d'un chantier pour les piscines et des sorties en montagne ou en ville pour tous à l'école et en MJC. Parce qu'on préfère l'enfant quand il est sportif amateur plutôt que spectateur de champions...
- Un nouveau tramway en circulation, un service de vélos et de la nature revigorée. A l'image des Hollandais à bicyclette et des grands parcs verdoyants des villes européennes.
- Des créations de logements sociaux économes en énergie, un plan de rénovation des bâtiments, des emplois induits utiles et non délocalisables. Pour que cessent les « dons » en millions aux grands groupes qui ne créent plus d'emploi et s'entêtent dans des placements financiers à risque.

Ce ne sont pas des vœux pieux même si la municipalité a d'autres priorités. Les citoyens sont en avance sur leurs dirigeants économiques et politiques. Et la ville de demain avec ses arbres, ses équipements de quartiers, ses espaces piétonniers avec de petits commerces n'est pas irréaliste. Nous pouvons collectivement résister à la surconsommation, au gigantisme et à la compétition.

Nos vœux écologistes et solidaires sont simples et à la portée de tous.

EN BREF

De vous à nous, rendez-vous !

6 éluEs pour tenir le cap de l'Écologie & de la Solidarité, 6 éluEs qui comptent sur vous...

En 2009, comme en 2008, nous vous donnons rendez-vous pour prendre régulièrement le temps du débat. Des moments conviviaux qui ouvrent les voies des alternatives que nous proposerons ensemble...

Notez d'ores et déjà notre prochain rendez-vous citoyen qui aura lieu le **lundi 16 mars, à 18h30, à la Maison des Association.**

Nous comptons sur vous !

Une ambition qui se trompe de siècle

Pour répondre aux défis de ce siècle, la ville à venir devra être à *taille humaine, démocratique, écologique, donc sociale et solidaire.* Ainsi, cautionner une candidature aux JO signifierait renier nos convictions, tant elle requiert mise en veille des priorités sociales, tourisme massif, bétonnage des sites, gabegie énergétique, envolée fiscale et immobilière, etc.



En plus de cette raison, suffisante à elle seule, notre opposition est renforcée par l'opacité épaisse qui entoure ce projet : le CNOSE saura ce que la municipalité prépare pour Grenoble avant les Grenoblois eux-mêmes.

Nous mettons donc à votre disposition sur notre site web un dossier pédagogique, citoyen et sans complaisance sur **la face cachée de la candidature aux JO** : quel coût, et qui paye? quelle légitimité? quel héritage des dernières olympiades? Les réponses, parmi bien d'autres, sont à l'intérieur de ce dossier pour vous inviter à vous approprier ce débat...



Expulsion de sans papiers : un pas de plus franchi à Grenoble

«Vous avez observé que, depuis que je suis en fonction, il n'y a pas eu une seule interpellation à proximité d'une école. Ce sont des consignes très strictes que j'ai données parce que j'ai bien compris ce que cela pouvait avoir de traumatisant»: voilà ce que déclarait le ministre de l'immigration et de l'identité nationale le 8 septembre dernier.

Pourtant, fin novembre, des parents macédoniens encadrés par des fonctionnaires de police, ont été contraints de récupérer leurs 3 enfants à l'école du Jardin de Ville, pendant les heures de classe pour être expulsés dans la plus grande précipitation.

Derrière un semblant de vernis compassionnel, il y a donc un vrai mensonge. La politique de Sarkozy continue à produire le pire : des enfants dont on ignore le droit à l'éducation, une expulsion scandaleuse sans même que la CIMADE n'ait eu le temps de rencontrer la famille en centre de rétention, une communication de la préfecture tentant de montrer, contre toute vraisemblance, que la famille était «consentante».

Cela ne sert uniquement qu'à «faire du chiffre» puisque la plupart des familles européennes reviennent. Ces expulsions sont inadmissibles. Nous continuerons bien sûr à intervenir auprès du préfet pour les dénoncer.

Le budget alternatif, écologiste et solidaire, que la majorité a refusé

Lors du conseil du 15 décembre dernier, nous avons proposé d'amender le budget pour ne pas augmenter le taux des impôts, tout en renforçant les politiques, pour nous, prioritaires : aide au logement social, travaux dans les écoles, subventions pour la culture et le sport pour tous...

Ce budget alternatif était possible en réalisant certaines économies : diminution du train de vie des élus et de la Ville, abandon des politiques de communication et de prestige, baisse des aides aux grands groupes privés.

Un exemple : nous avons demandé de prévoir 400 000 € pour une Allocation Municipale

d'Habitation à verser aux habitants qui ne peuvent plus faire face aux hausses de charges de logement. La majorité a préféré voter cette aide à 220 000 € seulement, en diminution de 45 % par rapport à 2008 !

Nos amendements ont ainsi tous été rejetés sans même prendre la peine de les discuter, un total mépris pour un travail constructif qui a demandé une analyse fine du budget.

Nous n'avons donc pas été entendus par des éluEs

qui, pour la plupart, n'ont même pas étudié le budget qu'ils ont voté et ne savent pas ce que leur choix implique réellement pour la population.

Le budget que nous proposons est disponible sur notre site et sera aussi diffusé aux Grenobloises et Grenoblois afin que vous puissiez juger sur pièce lequel, de notre budget alternatif ou de celui de la majorité «droite-gauche», est vraiment le budget de gauche, écologiste et solidaire, nécessité par l'urgence sociale et écologique d'aujourd'hui.



La Métro s'y met aussi !

La Métro augmente aussi ses impôts pour les Grenoblois en 2009 :

- la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), contenue jusqu'à présent grâce à l'action des éluEs écologistes, augmentera de 28 % !

- la création d'un nouvel impôt Métro (inclus dans la Taxe d'Habitation et la Taxe Foncière), prélèvera 4 millions d'€ de plus !

Au total avec MM. Destot et Migaud, augmentations des feuilles d'impôts 2009 des Grenoblois :

- pour la Taxe Foncière : + 13%

- pour la Taxe d'Habitation : de +12% pour la majorité des contribuables jusqu'à plus de 40 % pour les plus modestes non exonérés !

Retrouvez sur notre site web l'intégralité du dossier :

«Le budget alternatif, écologiste et solidaire, que la majorité a refusé»

Une trop forte augmentation des impôts à Grenoble

+ 11,5 % (+ 9% pour les taux et + 2,5% pour les bases) malgré les promesses de campagne de ne pas augmenter la fiscalité.

Le désengagement de l'Etat n'est pas nouveau et ne justifiait pas cette forte hausse. Il représente une perte de 3,5 Millions d'€ mais ce sont 11 Millions d'€ que ces impôts vont rapporter à la Ville. Pourquoi cette différence? La municipalité se constitue une cagnotte. A quoi va-t-elle servir ?

Nous l'avons dit au conseil municipal du 6 octobre 2008 : « Pour notre part, nous ne croyons pas un instant que la Ville puisse organiser ces Jeux olympiques sans en supporter une partie non négligeable du coût. En conséquence, toute augmentation d'investissement devra être financée par une forte

augmentation de l'épargne de gestion **donc des impôts...** »

Ces impôts sont très injustes notamment pour les personnes dégrévées. Le système de dégrèvement ne fonctionne plus sur les nouvelles augmentations de taux. Les plus modestes seront donc les plus durement frappés :

• 1 personne seule, non exonérée, avec 600€ mensuels de ressources (ils sont nombreux dans ce cas à Grenoble), dans un petit logement, verra sa Taxe d'Habitation augmenter de 39% en passant de 84€ en 2008 à 117€ en 2009. La Taxe Foncière (y compris la TEOM) passera de 349€ à 395€ soit 13,3% d'augmentation. Les impôts locaux pour ce petit logement augmenteront de 79€ !

2 questions à Marc Pérez, militant socialiste de Grenoble

La liste de M. Destot avait promis de ne pas augmenter les impôts, que vous inspire ce revirement ?

ment ?

Comme la plupart des Grenoblois, je suis surpris par la forte hausse des impôts locaux et les arguments pour la justifier ne m'ont pas convaincu. En tant que militant socialiste, je fais l'effort de lire les explications du Maire mais les Grenoblois que je rencon-

tre sont plus sévères : ils digèrent mal cette hausse de la fiscalité locale même si la municipalité leur dit que c'est pour leur bien...

Êtes-vous d'accord avec l'augmentation de 9% des taux des impôts ?

Non et pour plusieurs raisons. J'ai bien entendu que la hausse des impôts locaux permettra - entre autres - d'augmenter les subventions apportées au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS). C'est très bien de vouloir renforcer la solidarité à l'égard des Grenoblois les plus démunis, sauf que la « facture » sera payée par une large population déjà appauvrie par la crise immobilière et économique.

Sans renoncer à l'effort de solidarité, n'y avait-il pas moyen de redéployer les ressources pour ne pas augmenter les impôts? Quitte à sacrifier ou reporter des dépenses d'investissement que la crise n'offre plus le luxe de s'offrir.

De plus, modeste entrepreneur, à l'image de la Ville qui augmente les impôts, j'aimerais bien augmenter mes ressources et mes prix mais je serais mal inspiré de le faire car, à l'inverse des Grenoblois qui ne peuvent pas fuir Grenoble et la hausse de sa fiscalité, mes clients, eux, peuvent changer de fournisseur. Comme toutes les entreprises, je dois donc faire avec les moyens du bord.

